

Compte-rendu INTERNE de la réunion du « G9 » les 9 organisations de retraité·e·s du mardi 3 septembre 2024

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FSU, à Bagnolet. CGT, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et Ensemble & Solidaires étaient présents (ainsi que FO par téléphone).

Ordre du jour :

- Échanges sur la situation
- Action de rentrée du G9, notamment sur l'accès aux soins notamment.
- Dossiers du HCFEA
- Questions diverses : journées d'automne de la FSU

Échanges et action

La FSU, organisation invitante, intervient la première pour introduire les échanges. Le refus de Macron de nommer rapidement un premier ministre montre le mépris, le déni de démocratie, l'entêtement de Macron à poursuivre sa politique, par son refus de nommer la Première ministre proposée par le NFP qui rejette la réforme des retraites. La stabilité institutionnelle voulue par Macron signifie gouverner avec la droite et l'extrême droite. Macron a décidé des élections législatives qui ont placé le NFP en tête, ont fait subir une défaite provisoire au RN qui attend les présidentielles (le danger reste présent). Il n'y a pas de gouvernement, mais les ministres « démissionnaires » œuvrent sur le budget et le PLFSS, le ministre de l'éducation tient un discours hors-sol bien qu'il manque plus de 1 000 enseignants, les Collectivités territoriales sont accusées d'amplifier le déficit public. Des dossiers importants sont bloqués : loi sur la fin de vie, lois sur la transition écologique, et les difficultés demeurent : coût de la rentrée scolaire, crise du logement (mais le Conseil d'État a annulé, le 29 août, un texte facilitant les escroqueries des « marchands de sommeil » et la location des logements indignes), 3 000 jeunes dans la rue, ... Les JO ont été précédés d'expulsions, de contrôles policiers, ...

L'accès aux soins angoisse, c'est la première préoccupation de la population. Le mur de la honte du G9 à Brest a dénoncé les carences de la santé.

La situation internationale reste terrible en Palestine, en Ukraine, ... Trump pourrait être en difficulté et ne pas être élu.

Macron ne parvient pas à trouver un premier ministre, cela démontre ses difficultés et sa faiblesse. Le mouvement syndical continue de défendre les salariés et le progrès social, dont nous discuterons aujourd'hui pour l'accès aux soins et le PLFSS.

Le 1^{er} octobre (date refusée par FO) est pris maintenant pour une action intersyndicale sur le pouvoir d'achat des salaires et des pensions. Le G9 doit mener sa propre bagarre.

PLFSS : la CNAM tire la sonnette d'alarme contre de nouvelles réductions et signale que 85 % des Ehpad publics sont déficitaires.

Les réponses à notre questionnaire dénoncent aussi la défaillance des services publics, le renoncement à la santé.

Pour la CGT, le triptyque revendicatif du G9 demeure, quel que soit le gouvernement qui se mettra en place. Cet été, des actions multiformes départementales ont porté sur la santé, sur le manque de moyens. Sur la région parisienne, des renforts de

personnel médical sont venus des autres départements et ils sont maintenant repartis et les congés doivent être accordés ... ce qui va alourdir la situation. Le 1^{er} octobre devra être différent de ce que nous avons envisagé et s'insérer dans les manifestations qui auront lieu. Les ministères et le Medef seront des cibles à Paris. Nous pouvons prévoir des choses, une semaine ou deux après le 1^{er} octobre, avec des initiatives concrètes. Nous devons relancer l'action après l'interruption de l'été. Les JO se sont bien passés, mais maintenant arrivent des contestations des feuilles de paie qui ne prennent pas en compte toutes les heures effectuées et les primes promises ne sont pas toujours versées.

La FGR-FP trouve difficile de prévoir une action dans un contexte que l'on ignore, notamment le budget de l'État et de la Sécu (qui subit les exonérations de cotisation). Le problème est le déficit de recettes, même si des dépenses ont augmenté comme en Nouvelle Calédonie, où ont été envoyés des militaires et des tanks. Les Collectivités Territoriales subissent une baisse de leurs moyens. La France est sous surveillance de l'Europe.

Le RN a eu 11 millions de voix, de personnes portant parfois les mêmes revendications que nous.

Le G9 doit agir pour le rattrapage des pensions et l'application de la loi sur la revalorisation des pensions.

La santé mobilise dans de nombreux endroits, mais cela ne débouche pas sur une expression nationale : comment incarner les questions de santé ? Il faut concrétiser l'accès aux soins : suppression de 1 450 internes dans les hôpitaux car les médecins ne sont plus formés, fermeture de 4 500 lits, ... Il faut supprimer les restes à charge.

Solidaires insiste sur la situation politique : les européennes désavouent largement Macron, qui répond par des élections législatives qu'il perd, tandis que l'extrême-droite continue sa progression (heureusement limitée par absence de la proportionnelle revendiquée et par un fonctionnement relatif du « barrage républicain »). Les forces syndicales ont perdu dans leur combat contre l'extrême droite et les dénonciations de son racisme. Nous devons nous interroger sur la façon dont nous avons mal répondu à la progression des idées d'extrême-droite. Ainsi, nous avons toujours la pratique de refuser de rencontrer les élus d'extrême-droite, très bien, mais le résultat c'est qu'ils n'entendent jamais nos critiques, nos demandes et revendications. Du fait, principalement, des attermolements de Macron, il n'y a toujours pas de nouveau 1^{er} ministre

et encore moins de gouvernement. Le gouvernement démissionnaire gère les affaires courantes, mais les affaires courantes, c'est quoi ? Cette situation pourrait durer des mois et le budget ne serait plus politique mais deviendrait technique : le budget précédent serait reconduit par un gouvernement démissionnaire. Ainsi, les choix financiers et économiques échapperaient au débat politique et ce serait le « marché » qui réglerait tout ceci ! Objectivement, un pays, divisé en trois parts électorales sensiblement identiques, n'est pas facile à gérer : il est certain que tout le programme de la gauche ne peut pas être appliqué car il est repoussé par les 2/3 du corps électoral. Il est possible d'améliorer le Smic, la retraite, ... mais l'abrogation en totalité de la loi portant réforme des retraites n'est pas possible. Il s'agit de grappiller quelques décrets pour en limiter les aspects les plus négatifs, tout ceci résultant de compromis entre élus faute de majorité dans un sens ou dans un autre. Et, en tout état de cause, pour y parvenir, il faudra aussi une pression de la rue.

Solidaires respecte la charte d'Amiens, l'indépendance par rapport aux partis politiques. Nous avons eu un débat quant à notre positionnement au moment des élections législatives. Majoritairement, nous avons appelé à « aucune voix pour l'extrême-droite et ses alliés et permanence de nos revendications », même si une minorité était pour appeler à voter expressément NFP. L'intersyndicale à 8 et notre G9 doivent porter leurs revendications. Nous devons repousser le 1^{er} octobre et trouver une date proche du PLFSS.

Une Assemblée nationale avec du pouvoir, indépendante du gouvernement, c'est maintenant de là que le pouvoir devrait partir. Pour le moment, nous ne voyons aucune convergence pour battre les idées d'extrême-droite sur le terrain. Lors du vote, avec le « barrage républicain », nous avons avalé des couleuvres (voter pour Borne, par exemple).

La CFTC revient sur le rythme institutionnel imprévu, la Constitution n'impose pas de délai. Cela fait progresser le RN qui a demandé une loi pour que les syndicalistes soient au moins au travail la moitié du temps. Le déficit du budget impose d'augmenter les recettes. Le nombre de seniors augmente, il faut de l'argent pour les retraités, pour la santé.

FO partage les propos précédents. La situation de déni montre que Macron n'accepte pas sa défaite. Le RN progresse. La présidente de l'Assemblée nationale a repris sa place, le premier ministre est

toujours là ... nous devons nous accrocher à nos revendications, l'accès aux soins, le pouvoir d'achat (quelle revalorisation aurons-nous ?), la réforme des retraites (qui n'est pas derrière nous car les décrets continuent d'arriver). Le sentiment à la base est que des choses sont faites. Des maires demandent à Macron de maintenir en vie les Ehpad. Faut-il une démarche du G9 envers eux ? Nous devons être prêts à agir, relancer la mécanique. Nous allons découvrir des horreurs dans le budget à venir, rédigé par les mêmes. Le 1^{er} octobre, il n'y a pas FO donc le G9 doit changer sa date. La FERPA agit le 1^{er} octobre, mais nous n'y sommes pas tous, il a été décidé l'envoi d'une lettre au responsable de la Ferpa qui en tiendra compte, ou pas.

Le G9 doit faire campagne sur tous nos thèmes.

La CFE-CGC pense que si Macron a des députés grâce au front républicain, nous y sommes pour quelque chose. Recentrons-nous et travaillons sur la santé, dont le budget va baisser. Le HCA peut nous aider.

Que fera le gouvernement ? Personne ne veut la place pour gérer le déficit.

La LSR partage les propos et les inquiétudes. Les votants RN s'affirment publiquement, comment les faire changer d'avis ? Les revendications semblent les mêmes que les nôtres. Nous devons continuer la lutte notamment sur la santé et aller sur une action unitaire après le 1^{er} octobre.

Ensemble & Solidaires est pour différer la mobilisation ce qui permettra de l'amplifier, par exemple en diffusant un tract dans les manifestations du 1^{er} octobre. Les revendications RN ne sont pas les mêmes que les nôtres. L'abrogation de la loi retraite est possible compte-tenu des engagements du RN et des remous parmi les députés de droite bousculés par leurs électeurs. Les revendications RN évoluent, la radicalisation contre les étrangers revient en force. Les déficits : nous devons faire preuve de pédagogie sur le manque de recettes et les dépenses pour les entreprises sans exiger de contrepartie. Les déserts médicaux se voient de plus en plus, y compris dans les métropoles. Nous voyons le déficit de la Sécu, le manque de recettes, le défaut de cotisations, le développement des centres de santé et les scandales des surfacturations notamment dans le dentaire. L'abattement de l'été fait place à la colère.

La FSU propose une synthèse :

- Nous décidons une action unitaire autour de la santé et de l'accès aux soins, dans la continuité des actions menées dans les départements, dans le cadre du travail sur le PLFSS.
- La discussion doit se poursuivre pour savoir comment faire pour que les retraités mènent des actions sur la santé.
- Notre rôle est d'impulser la dynamique : conférence de presse ?

La FGR-FP rappelle le tour de table de Macron pour trouver un 1^{er} ministre. On se bat pour un changement de politique,

La CGT précise que le 1^{er} octobre n'est pas une fin en soi. Nous arrivons fin novembre pour la revalorisation Agirc-Arrco puis 1^{er} janvier pour la retraite de base. Les revalorisations sont un aspect de la mobilisation. Les départements ont déjà travaillé sur les mobilisations. Un communiqué peut partir rapidement. Nous entendons une petite musique sur les retraités qui vont toucher 700 €, nous devons retravailler sur les petites retraites.

Solidaires partage le fait que nous sommes toujours sur notre triptyque avec, dans la période, un accent sur la santé, mais il est évident que nous parlerons revalorisation lorsqu'elles arriveront dans le calendrier.

Nous devons informer rapidement les équipes qui attendent notre réunion du jour sur le report du 1^{er} et fixer une date.

Comment donner un aspect national aux actions locales ? Nous pouvons recenser les réponses au questionnaire et mettre en évidence les aspects communs, nous pouvons recenser les actions locales et les faire connaître : Brest a été cité, il y a aussi le 44 qui s'oppose à faire partir les résidents des domiciles collectifs du Vignoble, la privatisation d'un Ehpad public dans le Loiret, etc.

La CGT recense les actions locales. Paris manque de centres municipaux de santé. Il en faudrait un par arrondissement (au lieu d'un total de 7 actuellement) : la CGT Paris envisage un pique-nique le 15 octobre devant l'Hôtel de ville de Paris et des départements y réfléchissent. Nous pouvons attiser ce qui existe sur la santé par un communiqué. Faut-il viser le Ministre de la Santé ou du travail ? Le Medef ?

La FGR-FP constate que la somme des mobilisations locales ne fait pas une action nationale. Nous devons trouver des modalités pour une expression unique nationale, interpeller le pouvoir qui cause de la santé mais réduit la formation des médecins, la couverture médicale (les lits). Nous revendiquons la suppression des restes à charge. Elle propose une manifestation nationale à Paris en décembre sur l'avenir du système de santé. Nous ne connaissons pas le contexte de fin d'année.

La CFTC cherche une date avant les vacances, vers la mi-octobre.

La FSU a recensé les réponses reçues au questionnaire. Elle propose des conférences de presse à la mi-octobre.

Solidaires juge un peu court l'action prévue, le fait de passer d'une manifestation le 1^{er} octobre à une conférence de presse mi-octobre. Envisager une manifestation nationale ? il est préférable d'agir localement.

Pour la CGT, le 1^{er} octobre reste, les départements agissent sur la santé et nous pouvons trouver une date début novembre. Une manifestation nationale demande du temps et de l'argent. Notre impact est limité dans les conférences de presse par la faible participation. Des conférences partout sur les actions menées peut avoir un impact.

Il faudra poser la question aux actifs.

Sur France Inter le 6 août dans une émission « aimez-vous vos vieux ? », il a été dit que les vieux sont privilégiés par le gouvernement car ils votent à droite, pendant que les jeunes crèvent, qu'il est anormal d'indexer les pensions sur les prix.

La CFE-CGC souhaite une date pour des actions dans tous les départements.

La FSU complète la synthèse :

- Un Communiqué sur les revendications, notamment sur l'accès aux soins et le pouvoir d'achat.
- Un texte aux équipes unitaires : où en êtes-vous ? prévenez-nous de vos actions, préparez une mobilisation du X au Y octobre. Puis nous ferons un point national.
- Des conférences de presse.
- Une demande aux parlementaires.
- La préparation d'une action en décembre.

FO est d'accord pour la mobilisation des équipes, une conférence de presse le 9 octobre sur nos revendications d'accès aux soins et de pouvoir d'achat, une action unitaire fin 2024, début 2025, un communiqué, un texte sur le pouvoir d'achat avec le graphique de Patrice. Au sujet de la situation des retraités, nous avons entendu que l'abattement de 10 % pour les retraités était anormal, nous devons préparer nos arguments. Il faut demander des infos sur les actions menées.

La CGT perçoit une confusion entre une initiative nationale (impossible à préparer d'ici décembre) et une action décentralisée en octobre (la revalorisation dans le PLFSS et celle de l'Agirc-Arrco) en tant que report de celle du 1^{er} octobre.

La conférence de presse doit arriver rapidement après le 1^{er} octobre (accord pour le mercredi 9 à la FSU si possible), dans tous les départements. Elle demandera un relai presse à sa confédération.

Décisions :

- De rédiger un relevé de décisions de la réunion de ce 3 septembre (Solidaires).
- De rédiger un communiqué d'annonce des actions ci-dessous, en lien avec nos revendications sur l'accès aux soins et le pouvoir d'achat (FSU).
- De réaliser un courrier aux équipes afin de leur demander de faire un point sur leurs actions, leurs projets et de leur annoncer notre stratégie d'actions (FO).
- De s'appuyer sur les nombreuses actions locales pour leur donner un caractère national. Pour cela, les réponses au questionnaire départemental sur la santé seront recensées (FSU), et les actions locales seront aussi recensées et diffusées (CGT).
- De tenir des conférences de presse dans les départements le 9 octobre, pour populariser les actions sur la santé, la préparation du PLFSS 2025. À cela s'ajoute la revalorisation des pensions de base et complémentaires. Pour Paris, la conférence de presse aura lieu à 11 h dans les locaux de la FSU. Une action nationale décentralisée dans les départements est envisagée à une date qui sera précisée le 9 octobre.
- De mener une réflexion sur les petites pensions.
- De rappeler aux parlementaires nos revendications sur le PLFSS et de solliciter une rencontre (projet de courrier par la CFTC).

Le Haut Conseil de l'Âge HCA

Le HCA a adopté le 4 juillet un avis portant sur le projet de décret relatif aux modalités d'expérimentation de la fusion des sections « soins » et « dépendance » des Ehpad, PUV et USLD.

Cet avis demande 8 professionnels pour 10 résident·es, mais il ne nous a pas satisfait totalement car le décret crée une inégalité entre les 20 départements expérimentaux (pendant 4 ans) et les autres,

fixe un tarif forfaitaire indépendamment du GIR et des revenus, permet aux ARS de diminuer le tarif au détriment des résident·es, ne dit rien sur le reste à charge, ...

Un travail est prévu sur l'âgisme. Les organisations pourront envoyer avec leur logo le questionnaire à leurs membres.

Prochaine réunion du G9 : le 9 octobre après la conférence de presse, à 14 h à la FSU.

Journées d'automne de la FSU : toutes les organisations sont invitées le 11 octobre dans les locaux de la FSU. Elle portera sur la place des retraité·es dans la société, après une intervention sur les retraité·es en Italie.